

BULLETIN INTERNATIONAL REVOLUTION BRESILIENNE

Édition #06 Novembre/2020



LE CAPITAL FINANCIER PARRAINE LA DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LA VIOLENCE CONTRE LES PAYSANS ET LES PEUPLES INDIGÈNES AU BRÉSIL

Depuis quelques années, la destruction de l'environnement est un problème grave dans notre pays.

Le Brésil possède à lui seul environ 12 % des réserves d'eau douce du monde et la deuxième plus grande superficie forestière de la planète. Ce n'est pas

une coïncidence si notre pays est connu comme le « poumon du monde ».

Les corporations impérialistes et les classes dominantes locales, cependant, ne se soucient pas du grand potentiel de progrès que ces ressources ont, et les aboient à la génération de superprofits monoplistiques.

Le biome du Pantanal, qui couvre les états du Mato Grosso et du Mato Grosso do Sul, situés dans la région Mid-Ouest du Brésil, a été sans aucun doute le plus pillé au cours de l'année 2020. Les incendies ont augmenté de 210 % par rapport à 2019, avec 4660



LATUFF 2012

foyers l'année dernière, et 14489 foyers le premier jusqu'alors. Rien qu'en septembre 2020, 14 % de la zone du Pantanal a été détruite par le feu. Durant toute l'année 2020, 26 % de la superficie de biome a été consommée par les incendies. C'est un record historique de déforestation.

Les forêts indigènes ont été dévastées pour augmenter la spéculation sur le latifundium improductif et pour que les usurpateurs de terres et les grandes sociétés gagnent des profits énormes en augmentant le prix de la terre. En amenant encore plus de terres à des activités économiques prédatrices telles que la production de soja, l'élevage extensif du bétail, l'exploitation minière et l'extraction du bois. Il est évident que cette destruction de l'environnement et ces actes de violence massifs entraînent une augmentation de la violence réactionnaire contre les populations rurales : 242 paysans ont été exécutés au cours de la seconde moitié des années 2010 (ce chiffre ne tient pas compte de l'année 2020), salariés ruraux, autochtones ou quilombos, organisés ou non dans les mouvements de masse rurale, par rapport à 169 meurtres au cours de la première moitié de la décennie.

Pendant les années 2016-2017, le gouvernement réactionnaire de Michel Temer a tenté d'adopter une loi coloniale qui permettait aux individus et aux entreprises étrangères d'acquérir jusqu'à 100000 hectares de terres au Brésil et de louer jusqu'à 100000 hectares : cette loi coloniale répondait aux intérêts de la classe foncière brésilienne, car elle lui permettait de contracter encore plus de prêts auprès d'institutions financières étrangères en fournissant de grandes étendues de terres en garantie.

Après la crise économique qui a débuté en 2014, principalement en raison de la chute des prix des produits d'exportation brésiliens sur le marché mondial, il a été nécessaire que les grands propriétaires fonciers et les agroindustriels développent les activités d'exportation (agriculture et exploitation minière) pour compenser l'effondrement des prix.

Ainsi, l'usurpation de terres, la dévastation environnementale et le massacre contre les populations rurales brésiliennes se sont multipliés.

Ce ne sont pas seulement les usurpateurs, les propriétaires fonciers et les agroindustriels locaux qui en tirent un grand profit. Derrière eux se trouvent le puissant capital financier et les entreprises capitalistes étrangères. Comme nous le savons, la loi économique fondamentale du capitalisme monopolistique, c'est-à-dire l'impérialisme, n'est plus la recherche du profit moyen, mais du super profit monopolistique. Pour cela, ils se tournent vers des pays semi-coloniaux comme le Brésil : ici, le prix de la terre, des matières premières et de la main-d'œuvre est bas, ce qui

finit par augmenter les taux de profit. Ici, les grandes sociétés capitalistes parviennent à vendre par des prix de monopole divers moyens de production - comme par exemple les agrotoxiques - qui sont interdits dans leur pays d'origine. Ils génèrent également des bénéfices considérables par la commercialisation et l'industrialisation de la production agricole, ainsi que dans diverses autres branches, telles que la logistique.

En outre, comme nous l'avons déjà dit, ces entreprises monopolistiques sont les bénéficiaires indirects de la destruction de l'environnement et de la violence contre les populations rurales. Mais, même indirectement, ce sont elles qui en mangent la plupart.

Selon une étude réalisée par le portail brésilien « De Olho Nos Ruralistas » et l'institution néerlandaise « Profundo », entre janvier 2017 et juin 2020, neuf entreprises liées à l'invasion ou à la pression sur les terres indigènes en Amazonie ont reçu 63,2 milliards de dollars d'investissements. Seule la Banque Nationale Brésilienne de Développement Économique et Social (BNDES) a investi 8,5 milliards de dollars, et le fonds d'investissement étranger BlackRock a investi 8,2 milliards de dollars.

Seule la compagnie JBS, grand responsable de la déforestation, a reçu 8,4 milliards de dollars d'investissements du capital financier (soit 15 fois plus que le budget du Ministère de l'Environnement de 2020). De grandes sociétés minières telles que Vale S.A. et Anglo American ont également été parmi les principaux bénéficiaires de ces investissements du capital financier.

Examinons encore quelques aspects du problème.

Seule la compagnie américaine ADM a exporté, en 2017, 7,6 millions de tonnes de soja brésilien. Elle est la troisième plus grande entreprise exportatrice du Brésil, derrière l'autre américaine Cargill et la néerlandaise Bunge. La société ADM a progressé dans le contrôle logistique brésilien, en réalisant un consortium avec la société française Louis Dreyfus Commodities et la société brésilienne Amaggi d'investir 12 milliards de réels dans la construction du chemin de fer « Ferrogrão », qui reliera à environ mille kilomètres la municipalité de Sinop, située dans l'État du Mato Grosso, région Centre-Ouest du Brésil, au port de Miritituba, état du Pará, région Nord, facilitant l'exportation de soja.

Au Brésil, la société américaine Cargill contrôle 22 usines, six ports et 192 entrepôts logistiques, pour un chiffre d'affaires d'environ 33 milliards (R \$) au Brésil en 2016. Récemment, elle a investi 700 millions (R \$) pour la construction d'un port dans la municipalité de Barcarena, état du Pará, également pour étendre les exportations de soja.

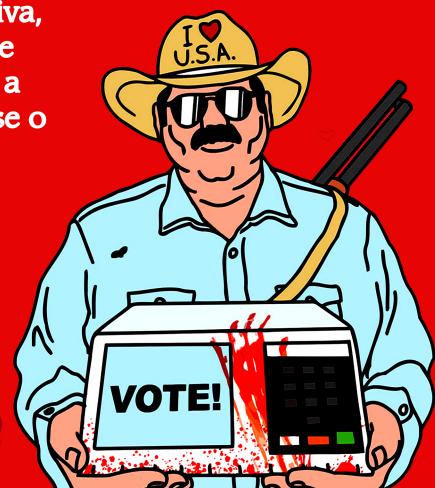
NÃO VOTE! SÓ A LUTA DO Povo PODE MUDAR O PAÍS!

Sob o governo Bolsonaro, o Brasil passa por um dos períodos mais dramáticos de sua história. Iniciadas por latifundiários, as chamas destroem nossa flora e matam nossa fauna; nosso subsolo é saqueado por empresas estrangeiras que deixam um rastro de destruição e miséria por onde passam e submetem nosso povo às condições mais degradantes possíveis; nossas reservas de petróleo, que poderiam impulsionar o desenvolvimento da nação e melhorar as condições de vida de nosso povo, são entregues para monopólios que nunca esconderam seu desejo em possuí-las; nossas principais empresas estatais são destruídas e entregues para abutres financeiros; os itens básicos necessários para a manutenção da vida ficam cada vez mais caros e os salários e empregos cada vez mais escassos; os elementos mais destacados de nosso povo são diariamente assassinados por agentes da repressão oficial e extraoficial; as pessoas morrem às centenas de milhares em uma pandemia diante da indiferença ou vontade de matar do atual governante.

E ainda assim, diante do cenário atual, com um golpe de Estado, justiça seletiva, manipulação de votos, ainda há aqueles que nutrem ilusões de que votar pode resolver algo. Com o Brasil à beira do abismo, dezenas de partidos ainda tem a cara de pau de pedir votos como se tudo estivesse na normalidade e esse fosse o único caminho para o nosso povo, votar calado e esperar um milagre.

Em 2018, a soma dos votos nulos e brancos com as abstenções foi de cerca de 42,4 milhões. Nossa povo percebe cada vez mais que votar em candidato A ou candidato B não vai resolver os problemas fundamentais da vida cotidiana dos brasileiros e brasileiras.

SOMENTE A LUTA ORGANIZADA DOS TRABALHADORES E TRABALHADORAS DARÁ RESPOSTAS A CRISE! NÃO VOTE!



Les élections municipales de 2020 et les luttes du peuple brésilien

Le Brésil traverse l'une des périodes les plus dramatiques de son histoire. Toutes les tendances réactionnaires existantes ont été intensifiées. Les incendies provoqués par les agriculteurs détruisent l'environnement; notre sous-sol national est pillé par des entreprises étrangères ; des villes entières sont inondées par la cupidité d'une entreprise comme la Vale S.A. ; les réserves de pétrole brésiliennes sont livrées à des monopoles étrangers ; les produits et services de base sont de plus en plus chers et les emplois de plus en plus rares ; les cadres les plus éminents de notre peuple sont assassinés chaque jour par des agents de la répression officielle et extraofficielle ; des gens meurent par centaines de milliers à cause de la pandémie de Covid-19 à cause de l'indifférence ou de la volonté de tuer de l'actuel président.

Même au milieu de cette situation, beaucoup de gens imaginent à tort que les efforts doivent être destinés à participer aux élections municipales de 2020. Des illusions subsistent au sujet des élections bourgeoises. De nombreux militants bien intentionnés sont entraînés dans cette mascarade par une poignée de partis et de politiciens de la « gauche » institutionnel, petits bureaucrates qui ne veulent pas plus que de garder leur espace dans l'État brésilien pour s'opposer de manière rabaissée et conciliante aux pires ennemis du peuple. Ils retardent la formation d'un véritable front populaire capable de faire face au fascisme et à

toute réaction. Mais ce front doit être fondé sur des principes et une plate-forme commune, et non sur le crétinisme électoral.

Aucun coup décisif électoral ne sera jamais porté contre le fascisme. Ceux qui parlent de « combattre le fascisme par le vote » se trompent.

L'Union Reconstruction Communiste ne soutient aucune de ces illusions. Nous ne voyons pas la moindre possibilité, dans un pays semi-colonial et semi-féodal comme le Brésil, de mener une lutte contre le fascisme ou d'obtenir des victoires substantielles et durables pour les masses par des voies électorales. Seule la mobilisation et la politicisation des masses peuvent apporter des solutions aux problèmes auxquels nous sommes confrontés.

C'est la seule façon de rétablir le Parti Communiste du Brésil et de reprendre la Révolution Brésilienne. Un tel parti n'existera pas pour disputer des élections, mais pour organiser et diriger le prolétariat et les masses brésiliennes dans leurs luttes.

Nous affirmons donc notre position par le boycott actif des élections présentes, profitant de l'occasion pour dénoncer le caractère faux de la démocratie bourgeoise et toutes les attaques qui sont menées contre notre peuple.

Nous savons que la position de boycotter les élections fait écho à l'opinion de millions de Brésiliens qui, aujourd'hui, s'abstiennent de participer aux procès.



Blackout dans l'état de l'Amapá, entre le chaos et la privatisation

Le 3 novembre, un incendie a éclaté dans la sous-station électrique Macapá appartenant à la société concessionnaire Gemini Energy (dont les actionnaires sont les fonds d'investissement Starboard Value et Perfin, respectivement américain et brésilien). Depuis lors, l'état de l'Amapá, situé dans le nord du Brésil, a vécu sous une panne de courant qui a laissé 14 des 16 municipalités et 90 % de sa population sans accès à l'électricité.

La population de l'Amapá a vécu des jours de chaos. En raison de l'effondrement de l'approvisionnement en électricité, la fourniture de nombreux biens et services de base s'est également effondrée. L'effondrement du système électrique a empêché la nourriture d'atteindre les marchés et les magasins. La nourriture stockée dans les réfrigérateurs ont endommagé dans les maisons. La crise du système électrique a conduit à l'effondrement de l'approvisionnement en eau, et des gens de grandes villes comme Macapá et Santana sont contraints de puiser dans des puits ou des rivières fortement contaminées. Le commerce local est également gravement affecté, car le manque d'électricité a rendu impossible le fonctionnement des machines à cartes bancaires. Par conséquent, la population de l'Amapá a un besoin aigu d'accéder à l'argent sur papier, mais même cela a été impossible, car les agences bancaires ne fonctionnent pas. Les conducteurs d'applications

sont au chômage en raison de l'effondrement du système Internet et de la fourniture de combustibles.

La famine a prévalu, et chaque jour, des marchés et des magasins ont été pillés par les masses affamées et appauvries. Même si le ministre brésilien des Mines et de l'Énergie, Bento Albuquerque, a promis que l'approvisionnement en électricité serait rétabli entre 60 % et 70 % dès le 5 novembre, à ce jour, l'Amapá reste dans l'obscurité, ou au mieux, avec roulettes d'alimentation en électricité qui durent jusqu'à quatre heures.

Outragées par la situation actuelle, les masses sont descendues dans les rues des villes de Macapá et de Santana pour protester. Neuf démonstrations ont eu lieu depuis le 3 novembre.

Des recherches ont montré que Gemini Energy, qui fournit de l'électricité à l'état de l'Amapá, n'investissait pas suffisamment dans la maintenance. Il faudrait construire au moins trois transformateurs triphasés de 230/69/13,8 Kv-150 MVA et une unité de réserve. Mais pour maintenir ses profits élevés de monopole, l'entreprise refusait de dépenser cette somme. Il y a deux ans, la sous-station électrique de Macapá était sur le point d'explorer. Les événements d'Amapá mettent à l'ordre du jour la revendication démocratique de la nationalisation des entreprises du capital étranger.

LUTTES RÉCENTES DES OUVRIERS MÉTALLURGIQUES DE L'ÉTAT DE L'ESPÍRITO SANTO



Le 26 octobre 2020, ouvriers métallurgiques de l'État de l'Espírito Santo (région Sud-Est du Brésil), dirigés par le Syndicat des Métallurgistes de l'Espírito Santo (Sindimetal) ont entamé une grève importante contre les intentions des capitalistes – organisés au sein du Syndicat des Industries Métallurgiques et du Matériel Électrique du Espírito Santo (Sindifer) – de retirer leurs droits.

L'organisation patronale Sindifer a l'intention de modifier onze clauses de la Convention Collective de Travail (CCT) pour mettre fin au paiement du bon d'alimentation pendant les vacances et réduire le paiement des heures supplémentaires. Dans l'état de l'Espírito Santo, les entreprises paient actuellement 75 % d'heures supplémentaires les jours de semaine, et 100 % les week-ends et les jours fériés, mais le syndicat des employeurs veut réduire ce montant à 50 % et 75 % respectivement.

Par ailleurs, les ouvriers réclament le maintien des clauses de la CCT de 2019/2020 et des augmentations de salaire de 5 % pour ceux qui touchent plus de la tranche de salaire de la catégorie, de 12 % pour ceux qui reçoivent l'équivalent de la surface de plancher, et de 590 (R \$) pour le bon d'alimentation. Ils réclament que leurs soins de santé soient intégralement pris en charge par les entreprises et qu'ils soient accessibles à tous les membres de leur famille.

Début novembre, le Sindifer a demandé au Tribunal Régional du Travail (TRT) de rendre la grève illégale, mais la demande a été rejetée. Cependant, le TRT a ordonné que les grévistes soient retirés des lieux de travail et interdit les piquets d'usine. Le 6 novembre, la Police Militaire de l'état s'est rendue au siège du Sindimetal pour intimider les grévistes.

Même avec des actions répressives de la part du gouvernement de l'état et du patronat, le mouvement ouvrier a continué à faire grève. Le matin du

10 novembre, dans la municipalité d'Aracruz, des ouvriers du chantier naval Jurong ont bloqué l'autoroute de l'état ES-010 parce que les patrons ont refusé aux grévistes de fournir des bus pour rentrer chez eux. Après trois heures de blocage de la route, les capitalistes ont reculé et fourni des moyens de transport aux ouvriers. Le 12 novembre, des ouvriers de l'entreprise Vale S.A. ont protesté pour que soit respecté l'accord dans lequel elle s'est engagée à payer les soins de santé.

Les patrons de l'état de l'Espírito Santo ont utilisé la crise économique comme prétexte pour retirer des droits aux travailleurs. Ils disent qu'en raison de la réduction de l'activité économique au milieu de la pandémie de Covid-19, les profits ont chuté et donc il faut réduire les salaires et les bénéfices pour éviter les licenciements massifs. C'est un mensonge ! Même si le Sindifer a absorbé des industriels qui ont subi certaines baisses de bénéfices, un grand conglomérat capitaliste comme l'entreprise Vale S.A., qui opère dans les secteurs minier et sidérurgique, a rapporté un bénéfice net record de 15 milliards (R \$) au troisième trimestre de 2020, plus du double de celui enregistré au cours de la même période de 2019. De nombreuses autres entreprises se trouvent dans une situation similaire.

Ce qui se passe vraiment c'est une tentative des patrons d'utiliser l'énorme masse de 50 millions de travailleurs au chômage et semi-chômeurs comme réserve de main-d'œuvre bon marché pour réduire les salaires et les prestations des ouvriers actuellement employés, augmenter les profits et entraver l'action résolue et organisée du mouvement ouvrier.

Mais le prolétariat organisé de l'état de l'Espírito Santo comprend ces tromperies des capitalistes, et il sait qu'il ne pourra les vaincre que par son action unifiée.

Compagnie minière britannique « Brazil Iron » assaille les communautés quilombolas dans l'État de Bahia



Dans l'État de Bahia, région nord-est du Brésil, la municipalité de Piatã, les 150 familles des communautés quilombolas (les communautés descendant des Noirs asservis qui, durant la période de l'esclavage, en partie achevée en 1888, avec l'abolition formelle de l'esclavage, fuyaient les propriétaires d'esclaves et érigaient leurs propres villages indépendants) Mocó et Bocaina ont vécu un véritable cauchemar en raison de la présence de la compagnie minière britannique Brazil Iron à proximité de leurs terres. Les habitants de la communauté respirent la poussière du minerai de fer extrait par l'entreprise, sous risque de contamination, problèmes respira-

toires et cardiovasculaires. En raison des problèmes environnementaux, de nombreuses personnes ont abandonné la culture des terres et craignent que les rejets de minerai de fer ne contaminent les fleuves et les affluents de la région. Au-delà des nuages de poussière, les bruits d'explosifs et de machines, qui fonctionnent sans cesse, empêchent les résidents de dormir la nuit. Des explosions imprudentes ont déjà détruit une partie d'une maison et causé des fissures dans d'autres. Les quilombolas ont protesté contre la présence de l'entreprise minière le 27 septembre sur la route d'État BA-148, mais ils ont été réprimés par la police militaire avec une bombe lacrymogène.

Justice pour Énio Pasqualin !



Énio Pasqualin, dirigeant du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST) dans l'État du Paraná, région sud du Brésil, a été exécuté dans la nuit du 24 octobre à proximité du camp Irene Alves dos Santos, municipalité de Rio Bonito do Iguaçu. Après avoir été enlevé par des hommes armés dans sa propre maison,

ils l'ont emmené dans un endroit proche et lui ont tiré dessus de sang-froid. Le compagnon Énio s'est engagé dans la lutte anti-féodale en 1996, lorsque le MST a mené l'occupation du latifundium Giacomet Marodin, appartenant à l'actuelle entreprise forestière Araupel, dans la même municipalité de Rio Bonito do Iguaçu. La lutte a été victorieuse, Énio et sa famille ont reçu un terrain pour cultiver, devenant des paysans propriétaires. Pourtant, bien qu'il ait conquis sa terre, Énio n'a jamais abandonné la lutte, et il a aidé à mener de nombreuses autres occupations foncières et à former des coopératives et des associations paysannes. Au cours des dernières années, Énio était engagé dans la lutte pour la réalisation de la réforme agraire sur les terres usurpées par la société de bois Araupel, dans la municipalité de Quedas do Iguaçu, ouest de l'État du Paraná, où depuis 2014 vivent plus de 1500 familles paysannes sans terre au camp Dom Tomás Balduíno. Justice pour Énio Pasqualin ! Prison pour les assassins et les commanditaires !